ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 7 décembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la répartition dans l'un ou l'autre groupe linguistique des agents des communes de "Bruxelles-Capitale" ou des personnes publiques subordonnées à celles-ci", a donné le 20 décembre 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e december 1965 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de indeling van de ene of andere taalgroep va de personeelsleden van gemeenten van Brussel-Hoofdstad of van openbare personen ondergeschikt aan die gemeenten", heeft de 20e december 1965 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Le projet tend à organiser la répartition en deux groupes linguistiques, des agents des communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale et des agents des personnes publiques subordonnées à ces communes.

Selon le rapport au Roi, il s'agit d'une mesure préalable nécessaire à l'établissement des "mesures de sauvegarde des droits acquis" prévues à l'article 45, alinéa 1er, de la loi du 2 août 1963. Toutefois, il ressort du même rapport qu'une telle mesure est pareillement nécessaire à la préparation de l'égalité linguistique dans les emplois égaux ou supérieurs à celui de chef de division, qui, en vertu de l'article 20, § 7, alinéa 2, de la même loi, devra être réalisée entièrement dans les administrations des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale, au plus tard le 1er septembre 1973.

II.

Le système prévu pour la répartition est le suivant :

1° **Avant** le 31 janvier 1966, tous les agents sont classés dans le groupe linguistique français ou dans le groupe linguistique néerlandais :

a) à leur choix, s'ils ont subi leur examen de recrutement dans une langue autre que celle de leurs études;

b) dans tous les autres cas, dans le groupe correspondant à la langue de leurs études.

.../...

2° Avant le 1er janvier 1967, tout agent qui réussit un examen sur la connaissance approfondie de la seconde langue, a le droit de changer de groupe linguistique.

III.

Suivant la rédaction de son intitulé et de son article 1er, le projet s'appliquerait à tous les agents en fonction au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Or, pour les agents entrés au service de l'administration après l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1963, le régime au point de vue linguistique est réglé directement par la loi et spécialement par l'article 20 de celle-ci : à moins d'avoir fait leurs études dans une langue autre que le français ou le néerlandais et de les avoir faites à l'étranger ou dans la région de langue allemande, ces agents seront tenus de subir leurs examens de recrutement et de promotion dans la langue de leurs études, sans aucune possibilité de choix quant au rôle linguistique dans lequel ils devront être classés.

Dans la mesure où il accorde aux agents un choix entre ces deux rôles, l'arrêté en projet ne peut être appliqué aux agents qui sont entrés en fonctions après l'entrée en vigueur de la loi, et telle n'est d'ailleurs pas l'intention du Gouvernement.

Quant à l'article 2, § 1er, qui impose le classement dans l'un des groupes linguistiques, il est inutile en ce qui les concerne puisque, pour eux, ce classement résulte automatiquement de la loi.

.../...

Il y a donc lieu de limiter les effets de l'arrêté aux agents entrés en fonction avant la date d'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire avant le 1er septembre 1963.

IV.

A titre de mesure transitoire et de sauvegarde des droits acquis, le projet permet aux agents qui ont fait leurs études dans une langue et passé leur examen de recrutement dans une autre langue, de faire un choix.

Non seulement une telle option n'est pas offerte aux agents qui, sans avoir dû subir un examen de recrutement, avaient choisi comme langue principale, la langue qui n'était pas celle de leurs études, mais ces agents sont placés d'office dans le groupe correspondant à cette dernière langue. Ce système méconnaît les droits acquis dont l'article 45 de la loi impose le respect.

Dans le texte qui sera proposé ci-après pour l'arrêté en projet, il est prévu de laisser aux agents dont il vient d'être question le même choix qu'à ceux qui ont subi une épreuve de recrutement.

V.

L'article 46, alinéa 2 de la loi exige l'avis des "organisations syndicales reconnues". Puisqu'il s'agit d'agents communaux, on doit en déduire qu'en l'espèce les organisations visées sont des organisations reconnues sur le plan communal. Or, il n'en existe pas à l'heure actuelle.

.../...

La référence du préambule aux "organisations syndicales reconnues" est donc impropre.

Dans l'esprit de la loi la circonstance que pour les agents des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes, il n'existe pas d'organisations syndicales reconnues, ne peut avoir pour effet de rendre inapplicable l'article 46, alinéa 2, de la loi du 2 août 1963 ni de dispenser le Roi de recueillir l'avis des intéressés : à défaut d'organisations reconnues, il y a lieu, poura assurer le respect de la volonté du législateur, de consulter les organisations les plus représentatives des agents des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes.

Il a été signalé au Conseil d'Etat par le délégué du Gouvernement que celui-ci avait effectivement procédé à une telle consultation.

Le texte proposé ci-après tient compte des observations qui précèdent :

ARRETE ROYAL RELATIF A LA REPARTITION EN GROUPES LINGUISTIQUES DES AGENTS DES COMMUNES DE L'ARRONDISSEMENT DE BRUXELLES-CAPITALE ET DES AGENTS DES PERSONNES PUBLIQUES SUBORDONNEES A CES COMMUNES EN FONCTION AU 1er SEPTEMBRE 19

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langue en matière administrative, notamment l'article 20,§§ 1er et 7, et l'article 45, alinéa 1er;

Vu l'avis des organisations les plus représentatives des agents des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Le présent arrêté est applicable aux agents attachés à l'administration des communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale et des personnes publiques subordonnées à ces communes en fonction au 1er septembre 1963.

Article 2.-

§ 1er. Pour l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, les agents visés à l'article 1er sont répartis, avant le 31 janvier 1966, en groupes linguistiques français et néerlandais selon la langue dans laquelle, d'après le diplôme exigé, le certificat d'études requis ou la déclaration du directeur d'école, ils ont accompli leurs études.

(Toutefois, l'agent qui, lors de son recrutement, a légalement choisi comme langue principale une langue autre que celle de ses études pourra se faire inscrire, avant la date précitée, dans le groupe linguistique de son choix).

.../...

§ 2. L'agent qui, avant le 1er janvier 1967, réussit un examen organisé par le Secrétariat permanent de recrutement du personnel de l'Etat et portant sur la connaissance approfondie de la seconde langue, peut, avant cette date, se faire inscrire dans le groupe linguistique correspondant à cette langue.

Article 3.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 4.-

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Het ontwerp bedoelt de verdeling over twee taalgroepen te regelen voor het personeel van de gemeenten van het arrondissement "Brussel-Hoofdstad" en van het personeel van de aan die gemeenten ondergeschikte openbare personen.

Volgens het verslag aan de Koning gaat het hier om een voorafgaande maatregel die nodig is voor het vaststellen van de in artikel 45, eerste lid, van de wet van 2 augustus 1963 voorgeschreven "maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten". Uit hetzelfde verslag blijkt echter dat zulk een maatregel ook nodig is ter voorbereiding van de taalgelijkheid in de betrekkingen die gelijk aan of hoger zijn dan die van afdelingschef, welke gelijkheid, krachtens artikel 20, § 7, tweede lid, van dezelfde wet, ten laatste op 1 september 1973 volledig moet zijn verwezen lijkt in de besturen van de gemeenten en in die van de openbare personen ondergeschikt aan de gemeenten van het arrondissement "Brussel-Hoofdstad".

II.

De voorgenomen verdeling wordt als volgt geregeld

1° vóór 31 januari 1966 worden alle personeelsleden bij de Nederlandse of bij de Franse taalgroep ingedeeld :

a) volgens hun keuze, als zij hun aanwervingsexamen hebben afgelegd in een andere taal dan die waarin zij hun onderwijs hebben genoten;

.../...

b) in de overige gevallen, in de taalgroep die overeenstemt met de taal waarin zij hun onderwijs hebben genoten;

2° vóór 1 januari 1967 heeft ieder personeelslid dat slaagt voor een examen over de grondige kennis van de tweede taal, het recht van taalgroep te veranderen.

III.

Volgens het opschrift en artikel 1 zou het ontwerp van toepassing zijn op alle personeelsleden in dienst op het tijdstip dat het besluit in werking treedt.

Voor personeelsleden, die in dienst van het bestu zijn getreden na de inwerkingtreding van de wet van 2 augus 1963 is de regeling op taalgebied echter rechtstreeks door de wet vastgesteld, en meer bepaald door artikel 20 van die wet : tenzij zij hun onderwijs in een andere taal dan het Nederlands of het Frans en in het buitenland of in het Duits taalgebied hebben genoten, zullen die personeelsleden hun aanwervings- en bevorderingsexamens moeten afleggen in de taal van hun onderwijs, zonder dat hun enige keuze wordt gelaten ter zake van de taalrol waarbij zij zullen moeten worden ingedeeld.

In zover het ontwerp-besluit de personeelsleden tussen beide taalrollen laat kiezen, kan het niet worden toegepast op personeelsleden die na de inwerkingtreding van de wet in dienst zijn getreden; zo bedoelt de Regering het overigens niet.

.../...

Artikel 2, § 1, dat de indeling bij een van de taalgroepen voorschrijft, is voor die personeelsleden overbodig want voor hen volgt die indeling automatisch uit de wet.

De werking van het besluit moet dus worden beperkt tot de personeelsleden die in dienst zijn getreden vóór de dag waarop de wet van kracht is geworden, dit is vóór 1 september 1963.

IV.

Als overgangsmaatregel en ter vrijwaring van verkregen rechten, laat het ontwerp de vrije keuze aan personeelsleden, die hun onderwijs in een bepaalde taal hebben genoten en hun aanwervingsexamen in een andere taal hebben afgelegd.

Een dergelijke keuzemogelijkheid wordt niet geboden aan personeelsleden die, zonder een aanwervingsexamen te hebben moeten afleggen, als hoofdtaal een andere taal hadden gekozen dan die waarin zij hun onderwijs genoten; wat meer is, zij worden ambtshalve ingedeeld in de groep die met laatstbedoelde taal overeenstemt. Die regeling doet afbreuk aan de verkregen rechten, die volgens artikel 45 van de wet in acht moeten worden genomen.

In de tekst die hierna voor het ontwerp-besluit is voorgesteld, wordt aan de evenbedoelde personeelsleden dezelfde keuze gelaten als aan hen die een aanwervingsexamen hebben afgelegd.

.../...

V.

Artikel 46, tweede lid, van de wet eist het advies van de "erkende syndicale organisaties". Aangezien het om gemeentepersoneel gaat, worden hier dus bedoeld organisaties die op gemeentelijk plan erkend zijn. Zulke organisaties zijn er echter alsnog niet.

De verwijzing in de aanhef naar de "erkende syndicale organisaties" is dus niet dienstig.

Naar de geest van de wet kan het feit dat voor de ambtenaren van de gemeenten en van de aan gemeenten ondergeschikte openbare personen geen erkende vakorganisaties bestaan, niet tot gevolg hebben dat artikel 46, tweede lid, van de wet van 2 augustus 1963 geen toepassing zou vinden, en de Koning niet ontslaan van de verplichting de betrokkenen te raadplegen : zijn er geen erkende organisaties, dan is het nodig, wil men de wil van de wetgever eerbiedigen, de representatieve organisaties van het personeel der gemeenten en der aan gemeenten ondergeschikte openbare personen te raadplegen.

De gemachtigde van de Regering heeft aan de Raad van State medegedeeld dat zulk een raadpleging werkelijk heeft plaatsgehad.

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden.

.../..

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE INDELING IN TAALGROEPEN VAN HET PERSONEEL VAN DE GEMEENTEN VAN HET ARRONDISSEMENT "BRUSSEL-HOOFDSTAD" EN VAN HET PERSONEEL DER AAN DIE GEMEENTEN ONDERGESCHIKTE OPENBARE PERSONEN, IN DIENST OP 1 SEPTEMBER 1963

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, inzonderheid op artikel 20, §§ 1 en 7, en op artikel 45, eerste lid ;

Gelet op het advies van de representatieve organisaties van het personeel der gemeenten en der aan de gemeenten ondergeschikte openbare personen ;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor taaltoezicht ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

.../...

Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op het personeel verbonden aan het bestuur van de gemeenten van het arrondissement "Brussel-Hoofdstad" en van de aan die gemeenten ondergeschikte openbare personen, in dienst op 1 september 1963.

Artikel 2.-

§ 1. Voor de toepassing van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken worden de in artikel 1 bedoelde personeelsleden vóór 31 januari 1966 in een Nederlandse en een Franse taalgroep ingedeeld naar gelang van de taal waarin zij, naar luid van het opgelegde diploma, van het vereiste studiegetuigschrift of van de verklaring van het schoolhoofd, hun onderwijs genoten hebben.

(Het personeelslid dat bij zijn aanwerving als hoofdtaal wettelijk een andere taal heeft gekozen dan die waarin hij zijn onderwijs heeft genoten, kan zich echter vóór genoemde datum laten inschrijven in de taalgroep van zijn keuze).

§ 2. Het personeelslid dat vóór 1 januari 1967 slaagt voor een examen over de grondige kennis van de tweede taal, dat door het Vast Secretariaat voor werving van het Rijkspersoneel wordt georganiseerd, kan zich vóór die datum laten inschrijven in de taalgroep welke met die taal overeenstemt.

.../....

Artikel 3.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het i het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 4.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
P. DE VISSCHER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De Heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.